

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 17971 - 70ÈME ANNÉE

## Budget de la sécurité sociale

### Le PCR interpelle les députés de La Réunion



Après avoir salué le président de la République, les députés feront-ils entendre la voix de la population auprès du gouvernement ?

**Le gouvernement vient d'annoncer son projet de budget de la Sécurité sociale. Il prévoit des réductions importantes de dépenses. Elles concernent tous les Réunionnais. Le PCR appelle les Réunionnais à la mobilisation la plus large pour faire barrage et demande aux députés de La Réunion d'être solidaires de la population. Voici le communiqué adressé hier aux médias de La Réunion.**

« Les députés vont voter le prochain budget de la Sécurité sociale. Que feront les 7 députés de La Réunion qui ont refusé de voter contre la confiance à la politique du Premier ministre ?

Les orientations générales du gouvernement sont connues : aider les entreprises à hauteur de 40 milliards d'euros et contraindre les dépenses publiques de 50 milliards sur 3 ans. Ce programme, les 7 députés de La Réunion le connaissent parfaitement au moment du débat sur le vote de confiance. Pour équilibrer son budget, le gouvernement va réduire les dépenses de l'État, diminuer les subventions aux collectivités et ponctionner la

protection sociale. Pour cette seule année, il faut trouver 21 milliards d'euros. Quelles seront les marges de manœuvre ?

Lundi, la ministre de la Santé, Marisol Touraine a annoncé que le gouvernement propose de diviser par 3 la prime à la naissance versée à partir du deuxième enfant. Il veut réduire le congé parental. Il compte faire passer de 16 ans au lieu de 14 la majoration des allocations familiales. L'an dernier, le gouvernement avait déjà baissé le quotient familial et la prime aux collégiens et lycéens. C'est le cœur de la politique familiale qui est attaqué. Ces mesures doivent rapporter 700 millions d'euros. Cela n'est qu'un avant-goût à la suite : 3,2 milliards

d'euros sabrés dans les dépenses de Santé. Il coûtera toujours plus cher pour se soigner.

Le PCR appelle les 7 députés à dénoncer cette pratique et être solidaires des victimes. Tous les Réunionnais sont concernés, de toutes origines et de toutes conditions sociales. La protection sociale ne doit pas être une variable d'ajustement de la politique d'austérité. Plus personne ne comprend ce gouvernement en pleine dérive.

Le PCR appelle à la mobilisation la plus large pour faire barrage à cette nouvelle tentative de régression sociale. »

## Ce soir, les États généraux du Parti socialiste

### Ni godillots, ni déloyaux ?

La défiance de la population vis-à-vis du parti au pouvoir en France s'est vérifiée dans l'indifférence manifestée lors de la venue du président de la République. Peu de temps après, au moment de se positionner sur le soutien au nouveau gouvernement, les députés socialistes de La Réunion ont signé une tribune libre intitulée « ni godillots, ni déloyaux », puis ils ont voté la confiance.

Après avoir évoqué les rapports entre le PS et ses partenaires éventuels, notamment le PCR, puis interrogé sur les causes de la crise de confiance entre le parti au pouvoir en France et la population à La Réunion, Témoignages propose une question qui a toute sa place aux États généraux des socialistes ce soir. Avant le vote de confiance à l'Assemblée nationale, une tribune libre signée par environ 200 députés PS avait affirmé son soutien à l'orientation sociale-libérale annoncée quelques jours plus tôt par une interview de François Hollande dans « le Monde », et confirmée par la reconduite de Manuel Valls à Matignon. Les 5 députés de La Réunion élus sous l'étiquette PS ont signé cet « appel des 200 ». Rappelons que le dernier remaniement ministériel et le vote de confiance qui a suivi a eu lieu dans un contexte particulier à La Réunion.



Où en est la prise en compte des intérêts des pauvres dans la politique de François Hollande ?

### Questions pas réglées

La tribune soulevait plusieurs problèmes.

Tout d'abord, celui de « la permanence d'une défiance a priori à l'égard de l'exécutif, qui a conduit à une mobilisation de socialistes contre d'autres socialistes ou allant jusqu'à mobiliser d'autres groupes pour battre le gouvernement. »

Ensuite, les députés socialistes annonçaient qu'ils allaient passer à l'action : « à la rentrée, nous nous saisissons des chantiers ouverts par le chef de l'État et le premier ministre sur l'emploi – des jeunes et des seniors, notamment –, sur la fiscalité des ménages modestes et des couches moyennes – donc le pouvoir d'achat –, sur l'investissement – des entreprises, mais aussi des collectivités locales. Nous agissons à chaque moment pour que les

inflexions sociales en faveur des plus fragiles soient prises en compte. Nous serons au rendez-vous des grands défis de la transition énergétique et de l'adaptation de la société au vieillissement qui seront examinés par le Parlement d'ici à la fin de l'année. »

Pour finir, ils disaient leur soutien sans équivoque à la politique à venir : « le président de la République a indiqué le calendrier de cette seconde moitié du quinquennat dans son entretien télévisé du 14-Juillet. Nous nous inscrivons dans ce chemin.

### Et la population ?

Un mois après la publication de cette tribune, la politique du gouvernement s'est révélée conforme

au tournant vers le social-libéralisme choisie par le chef de l'État. Le budget de la sécurité sociale voit la baisse des dépenses. Quant au budget 2015, il sera encore plus marqué par le sceau de l'austérité. Pour les socialistes demandant une inflexion de la politique du gouvernement, le message est tombé : ils viennent d'être exclus de la Commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale. Voilà de quoi donner un aperçu du niveau de démocratie régnant dans cette organisation.

Depuis la parution de cette lettre, les députés de La Réunion ont été très discrets quant à leurs démarches pour demander que les mesures décidées prennent en compte les revendications des pauvres. Comment expliquer cette attitude ? Godillots ou déloyaux ? Allons bon...

M.M.

# Edito

## Le bilan de la visite présidentielle, un mois après

**L**E MOIS d'octobre est déjà entamé et nous n'avons toujours aucune bonne nouvelle après le passage de François Hollande dans notre île.

La visite officielle que François Hollande a effectuée il y a un mois devait apporter des réponses aux problèmes de La Réunion. Le PCR était le seul parti qui l'avait interpellé. L'UMP et les organisations centristes étaient étrangement silencieuses. Quant au PS, plus il a de parlementaires moins ils sont efficaces. Nous avons exposé les problèmes dans une brochure qui a été diffusé à 100.000 exemplaires : canne à sucre, les APE, l'octroi de mer, l'emploi, la réforme institutionnelle, la Route en Mer.

Un mois après, il n'a toujours pas de réponse pour sauver la filière canne après l'échéance 2017. Les 38 millions nécessaires n'ont toujours pas eu les faveurs de l'Europe. Que fera Hollande si l'annonce est négative ? Or c'est très urgent puisque les planteurs se lancent dans des investissements en ce moment et les Banques ne prêtent pas.

Les APE ont été évoqués au Sommet de la COI. Dans la déclaration finale un paragraphe a été consacré à ce sujet. Les chefs d'État présents ont demandé d'accélérer le passage de l'accord intérimaire en accord définitif. Ils se sont constitués en groupe : Madagascar, Maurice, Comores, Seychelles. La France n'aura qu'un simple rôle d'observateur. La Réunion est hors course...

L'octroi de mer est contraire aux règles de la Communauté Européenne. Il est menacé de

disparition. Apparemment, les propositions du Conseil Régional et celles de la France sont déjà entre les mains de Bruxelles. Lurel avait déjà pondu un communiqué triomphal mais il s'est empressé de le retirer. Depuis, plus rien. Dernier délai 31 décembre. Les présidents des RUP sont revenus bredouille. C'est très grave.

L'emploi se pose au niveau du nombre et en qualité. Hollande a annoncé 40 000 embauches en emploi d'avenir subventionné à 90 %. Malgré la proposition alléchante, cela intéresse très peu de Collectivités. Les jeunes ont compris qu'il faut passer à l'action : ça bouge dans des quartiers, ça bouge aussi à la CGTR. Le bras de fer est engagé, car des Députés PS ont signalé que le Président a fait une erreur et qu'il faut lire 4000 contrats au lieu de 40 000, c'est à dire 10 fois moins. Mais aucun chômeur ne croit qu'un président puissent faire une erreur aussi grossière. C'est pourquoi les manifestations revendicatives vont s'accélérer. Pour une fois qu'il y a un début d'application, on aurait tort de s'en priver.

La réforme institutionnelle est plombée par le changement au Sénat, mais de toute manière cela ne nous concernait pas, sauf par défaut. Concernant la sur-rémunération et le scandale de la Route en mer, ces deux dossiers ont été dénoncés à la tribune du Sénat par Paul Vergès. Le bilan post visite présidentielle est vraiment peu reluisant.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
70e année

Directeurs de publication : 1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud •  
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re



Un travailleur de la santé gouvernementale s'occupe d'un patient en Sierra Leone. (photo Tommy Trenchard - IRIN)

## L'épidémie a déjà tué plus de 3,300 personnes

# Un vaccin contre Ebola expérimenté par l'OMS

**La récente note d'information de l'Organisation Mondiale de la Santé fait état d'une consultation de l'organisation sur des vaccins contre le virus Ebola. Le récent bilan de cette dernière dénombre plus de 3.300 morts sur 7.178 cas recensés.**

**L**es 29 et 30 septembre, l'OMS a organisé une large consultation d'experts afin d'évaluer l'état d'avancement des tests réalisés sur des licences de deux vaccins pouvant soigner un virus Ebola. Plus de 70 spécialistes, venant des pays touchés et des pays voisins d'Afrique de l'Ouest, ont assisté à l'événement, a indiqué le communiqué de l'organisation.

### Trouver des solutions rapides et efficaces

Lors de cette assemblée, des experts venus du monde entier et de toutes les branches médicales relatives aux maladies infectieuses ont tenté d'expertiser les vaccins en cours de création, mais également tenter de trouver des traitements innovants

pour lutter contre cette maladie, qui a fait plus de 3300 morts.

L'objectif principal de ces experts était d'évaluer le rapidement possible ces vaccins en tant en matière de sécurité que d'efficacité. Une fois validés, les médicaments devront être fournis rapidement, et en quantités suffisantes, afin de protéger le personnel médical en premier lieu et parvenir à ralentir la progression de la maladie. L'ensemble des participants sont unanimes que sur la nécessité d'avoir un « produit entièrement testé et agréé » qui peut être distribué largement.

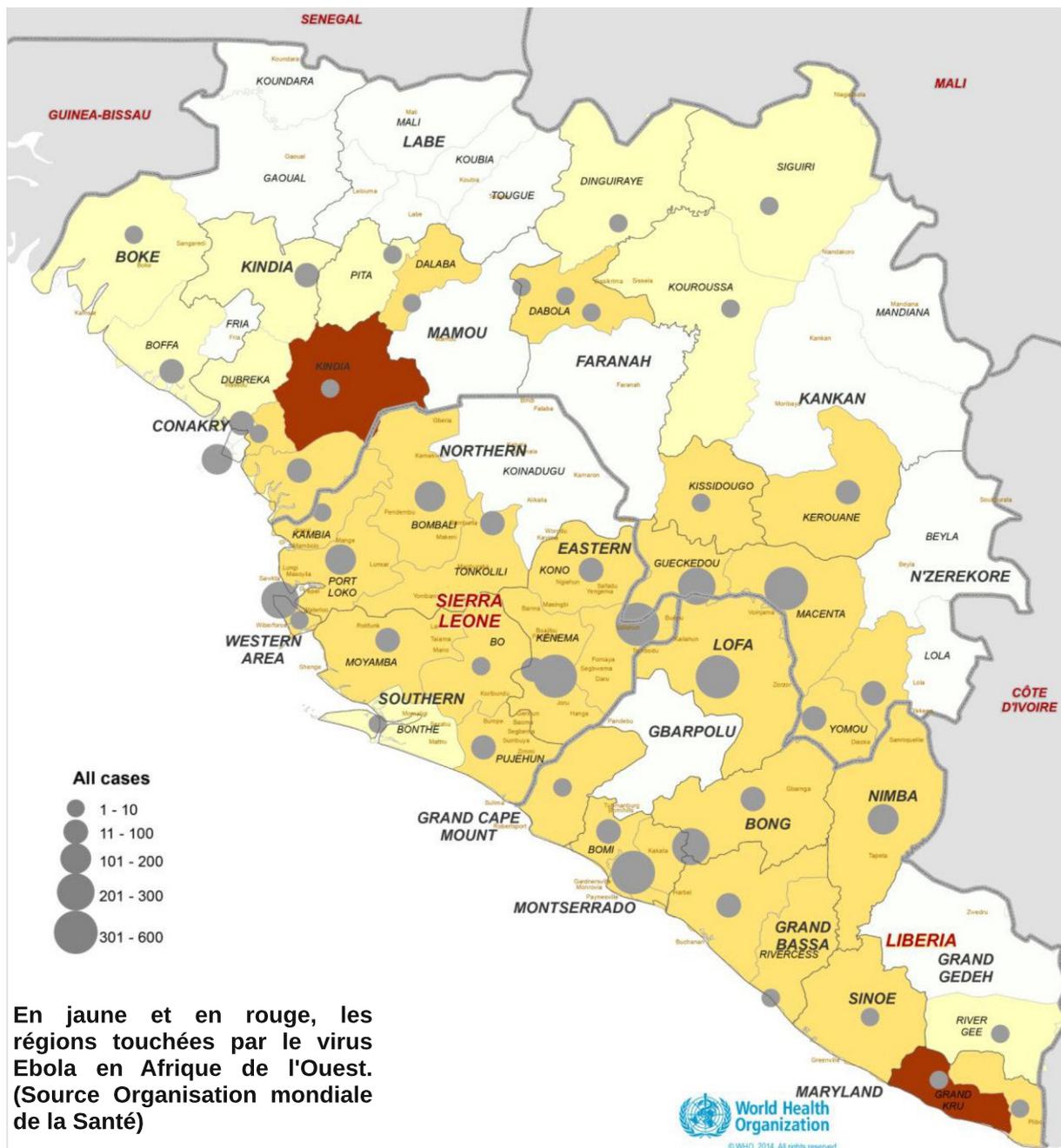
L'ambition de cet événement aura été de « réaliser d'ici quelques mois, un travail qui prend normalement de deux à quatre ans, sans compromettre les normes internationales pour la sécurité et l'efficacité », a indiqué la note de l'OMS. Il s'agit de « donner aux peuples africains et à leurs autorités de santé le meilleur produit que les scientifiques du

monde entier, qui travaillent collectivement, ont à offrir ».

### Deux vaccins prometteurs

Le premier vaccin pouvant être rapidement commercialisé est le CAD3-ZEBOV, développé par la firme britannique GlaxoSmithKline (GSK) et les Instituts de la santé (NIH). Plusieurs milliers de doses de ce vaccin expérimental devraient être disponibles début 2015, selon l'annonce de l'OMS, le 26 septembre.

Le second est le rVSV-ZEBOV, développé par l'Agence de santé publique du Canada à Winnipeg. La licence de commercialisation de ce vaccin est détenu par une société américaine, la société NewLink génétique, situé à Ames, dans l'Iowa. Le vaccin utilise un virus de la stomatite vésiculaire. Il s'agit d'un agent pathogène décou-



En jaune et en rouge, les régions touchées par le virus Ebola en Afrique de l'Ouest. (Source Organisation mondiale de la Santé)

vert dans le bétail, dont l'un des gènes a été remplacé par un gène du virus Ebola, lui permettant d'être atténué et affaibli, afin de lutter contre le virus.

Les deux vaccins ont passé le stade de l'évaluation et vont désormais passer en Phase 1 (sécurité et immunogénicité) afin de savoir s'ils peuvent être utilisés sur des patients atteints. Une fois ces tests conclus, les deux vaccins passeront en phase de production.

## De multiples défis

En plus des aspects logistiques complexes dans les pays concernés, il faudra parvenir à toucher

toutes les populations touchées par le virus, raison pour laquelle les experts ont mis en évidence plusieurs défis et incertitudes quant à la mise en place et l'évaluation de ces deux vaccins. D'autres doutes ont été soulevés allant de la mise en œuvre rapide de la branche Recherche et Développement, « à la conception des essais et leur utilisation pour guider une éventuelle vaccination généralisée ».

Il a également été soulevé « les perceptions des communautés » vis-à-vis de la vaccination, et des études menées sur les vaccins. En effet, plusieurs populations doutent de l'existence du virus et certaines des possibilités médicales de lutter contre, préférant des remèdes ancestraux.

De plus, la capacité des organismes à satisfaire aux attentes du public et à pouvoir répondre aux besoins de vaccins pour un usage répandu et accessible à tous reste floue. Au-delà des défis techniques de conservation du vaccin, il a été posé la nécessité d'identifier le personnel pouvant effectuer ces essais conformes aux normes internationales.

Pour l'heure, les experts continuent à tester les deux vaccins possibles et d'ici janvier-février 2015, la Phase 2 des études approuvées, la production de masse des vaccins sera lancée dans les pays touchés et non touchés, le cas échéant.

**Céline Tabou**

## Manifestations depuis plusieurs jours

# Hong Kong se rebelle

Depuis plusieurs jours, l'île redevenue chinoise en 1997, Hong Kong, est en pleine ébullition. Les manifestants dénoncent la décision de Pékin d'accorder le suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif, en 2017, tout en gardant le contrôle des candidatures.

Des dizaines de milliers de manifestants pro-démocratie sont mobilisés, au centre-ville de Hong Kong, pour exiger des autorités la tenue des réformes politiques promises après la rétrocession de l'ancienne colonie britannique à la Chine en 1997.

### Une contestation pacifique

Moment fort de cette mobilisation, samedi soir, des dizaines de milliers de personnes se sont réunies dans le centre de Hong Kong, suite à la dispersion par la police de centaines d'étudiants ayant réussi à pénétrer vendredi soir dans le périmètre du siège du gouvernement local.

Samedi, des heurts entre la police et les jeunes manifestants ont fait une trentaine de blessés légers et les forces de l'ordre ont procédé à plus de 60 interpellations. Dans la soirée, des sympathisants du mouvement pro-démocrate sont descendus dans les rues pour exprimer leur soutien. « La police a eu recours à une force disproportionnée de la force pour stopper les actions légitimes des étudiants et cela doit être condamné », a déclaré l'universitaire Benny Tai, un des chefs de file du mouvement « Occupy Central » qui prône la désobéissance civile.

Depuis plusieurs semaines, les étudiants sont le fer de lance d'une campagne de désobéissance civile, suite au rejet par Pékin en août des demandes d'élection du prochain dirigeant hongkongais au suffrage universel direct, en 2017. L'exécutif continental avait annoncé son intention de limiter les candidatures aux personnalités qui lui sont favorables, faisant planer des doutes sur la perte du statut spécial d'Hong Kong. L'île est régie sous le système de « Un pays, deux systèmes », lui donnant une certaine autonomie et de plus grandes

libertés.

### La « révolution des parapluies »

Devenu le symbole le plus significatif de cette révolte, le parapluie permet aux manifestants de se protéger des gaz lacrymogènes et des bombes au poivre utilisés par la police. Autre symbole, le ruban jaune, en référence au mouvement Occupy Central, porté par Benny Tai Yiu-tung. Ce nom rappelle l'appellation Occupy Wall Street, mouvement américain contre les abus du capitalisme financier et par extension, les puissants.

Le ruban jaune a lui été largement récupéré par les manifestants mais aussi c'est sur les réseaux sociaux. Étudiants et lycéens sont devenus incontournables du mouvement. Certains plus actifs ont d'ailleurs repris les rênes du mouvement, considérant leurs aînés trop laxistes.

Alors la crise perdure et que les manifestants restent mobilisés, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé le gouvernement chinois et les manifestants à Hong Kong à résoudre pacifiquement leur différend. Ce dernier « considère qu'il s'agit d'une affaire intérieure (chinoise) mais demande instamment à tous les protagonistes de résoudre leur différend d'une manière qui soit pacifique et qui respecte les principes démocratiques », a déclaré le porte-parole.

### La communauté internationale intervient

Le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, a expliqué à son homologue américain John Kerry, que les manifestations pro-démocratie à Hong Kong relèvent des affaires intérieures de la Chine. Ce dernier ré-

pondu au secrétaire d'État américain, qui lui a indiqué devant la presse qu'il espérait vivement que les autorités de Hong Kong fassent preuve de retenue face aux manifestants de l'ancienne colonie britannique revenue dans le giron de Pékin en 1997.

De son côté, le président Barack Obama a déclaré que son pays suivait « de très près les développements » à Hong Kong, ajoutant qu'il avait « l'espoir que les divergences entre les autorités et les manifestants de Hong Kong se régleront par la voie pacifique ». Pour sa part, Wang Yi a assuré que « tous les pays doivent respecter la souveraineté de la Chine et c'est un principe fondamental qui régit les relations internationales ».

Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius, a indiqué que son pays suivait « avec attention la situation de Hong Kong et nous espérons qu'un dialogue constructif et pacifique va permettre un accord qui soit conforme à la loi fondamentale de Hong Kong », a-t-il poursuivi, à l'issue d'une table-ronde franco-chinoise consacrée aux enjeux environnementaux et climatiques de la croissance.

Ces déclarations interviennent alors que des dizaines de milliers de manifestants pro-démocratie se sont rassemblés mercredi 1er octobre, à Hong Kong, pour une démonstration de force, le jour de la fête nationale chinoise. Les leaders étudiants, dont Joshua Wong, ont d'ailleurs brandi la menace d'une intensification de la mobilisation pour obtenir la démission du chef de l'exécutif.

*Céline Tabou*

## Billet philosophique

# « Viv la rényonezté ! »

Ces derniers jours se sont déroulés à La Réunion plusieurs événements au cours desquels un grand nombre de Réunionnaises et Réunionnais ont mis en avant les valeurs humaines fondamentales portées par leur nation depuis 351 ans. Comme : l'unité dans la diversité et l'interculturalité de l'identité spécifique réunionnaise, la solidarité et la résistance du peuple réunionnais face à toutes les formes d'oppressions et d'injustices, etc. Quels enseignements pouvons-nous en tirer ?



Danyèl Waro avec d'autres artistes lors du magnifique "Kabar Fonnkèr" du samedi 27 septembre au Théâtre sous les Arbres du Port.

Parmi ces événements, nous citerons le début jeudi dernier de la série de conférences et autres rencontres animées par les docteurs Jacques Vigne et Tulsî Das pendant un mois à l'initiative de Shakti Academy, l'Association Réunionnaise des Relations et Créations Culturelles, présidée par Régine Armoudom. À cette occasion, ils ont notamment fait connaître et apprécier les atouts des « pratiques méditatives traditionnelles de l'Inde », une de nos cultures ancestrales réunionnaises, porteuse de la non-violence et de l'inclusion face à l'exclusion. Ensuite, nous citerons le rassemblement du vendredi 26 septembre sur le parvis des Droits de l'Homme à Saint-Denis, à l'initiative d'Houssen Amode, président du Conseil Régional du Culte Musulman, où des personnalités très diverses, comme Mgr Gilbert Aubry et Paul Vergès, se sont retrouvées « pour dénoncer les actes barbares des terroristes ». Le lendemain à Trois-Bassins, on a pu constater la même diversité des participants à la 1ère Journée de la Transition Citoyenne organisée par

l'association Femmes Solidaires pour l'Emploi, présidée par Simone Yee-Chong-Tchi-Kan.

### « L'hymne à La Réunion »

À cette journée, de nombreuses convergences se sont exprimées contre le gaspillage et pour l'auto-suffisance alimentaire à La Réunion, avec ce mot d'ordre : « Asé gaspiyé, asé kozé, anon fé ». La même union chaleureuse dans la diversité a marqué une nouvelle fois, ce dimanche 28 septembre dans le Parc du 20 Désanm à Saint-Leu, la célébration de la traditionnelle Journée Réunionnaise de la Fraternité, lancée il y a 6 ans par le Groupe de Dialogue Inter-religieux de La Réunion (GDIR).

À cette occasion, une fois de plus, des représentants des diverses communautés religieuses réunionnaises comme le président du GDIR, Idriss Issop-Banian, ont exprimé avec force « la nécessité, dans un climat social difficile à La Réunion, d'apporter des signes d'espoir à la

population, notamment les jeunes ». Et dans "L'hymne à La Réunion" rédigé par ce poète réunionnais en 1991, mis en musique et chanté en créole ce dimanche à Saint-Leu par l'artiste Maximin Boyer, il est dit : « Tous ensemble, fils de notre Île arc en ciel, bâtissons pour nos enfants de demain une Réunion de paix ! Une Réunion fraternelle ».

### « Kont lassimilasyon nout nasyon »

Nous citerons enfin un autre événement remarquable qui allait dans le même sens et qui a duré quatre jours la semaine dernière au Port : lo "Kabar liv la kréolité", des "Rencontres internationales autour du livre des mondes créoles", organisées par Lofis la Lang Kréol La Réunion, présidé par Axel Gauvin. Dans plusieurs conférences-débats, séances de contes, projections de films, expositions de livres, etc., des écrivain(e)s créoles de l'Indonésie et des Caraïbes ont montré les nombreux atouts de nos langues et cultures spécifiques. An plis ke sa, dans un magnifique "Kabar Fonnkèr", plusieurs artistes – en particulier Gaël Velleyen du groupe Kréolokoz – ont plaidé d'une façon ou d'une autre à lutter ensemble « kont lassimilasyon nout nasyon ». D'où ce vibrant appel de Danyèl Waro à transmettre à tous nos compatriotes, victimes ou complices de ce système néo-colonial : « Viv la rényonezté ! »

**Roger Orlu**

(\*):Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble... !  
mailto : redaction@temoignages.re

# Ot é

## Invité pou in voiyaz ou na poin l'okazyon fé tou lé zour !

Somenn dèrnyèr dann Por l'avé in gran manifèstasyon kiltirel. Bann roganizatèr l'apèl ali : « Kabar liv la kréolité ». In bonpé zékrivin la vni la. Kisoï pou fé konète zot liv ! Kisoï pou rant dann ron in sobatkoz dsi in problèm kiltirel ! Kisoï ankor pou lir zot liv-inn dé paj-an parmi l'moun ! In pé la vni osi pou zoué bann pyès téat dann Téat sou pyédboi ! d'ot pou fé pass zot fime. I pé dir, pou nou La Rényon, sa in manifèstasyon inportan é moin lé sir lété pa fasil pou roganiz in n'afèr konmsa. A ! moin té sar obli di azot, bann zékrivèr i sort in pé partou ousa nana bann popilasyon kréol.

Dann bann sobatkoz nana dé zafèr la intèrès amoin bien pars sé dé zafèr mi pans toultan, si tèlman moin la pèr pass par koté lo bi moin l' apré avizé. donk mi vé poz dé késtyon :

### Promyé késtyon :

Pou kosa désèrtin i ékri an kréol ? Pars lé pa fasil ékri an kréol, kan ou la parti lékol an fransé é kan ou i trap out éstilo, dann promyé mouvman, sé lo fransé k'i koup dovan lo kréoll. Sak i ékri in pé an kréol rényoné, sansa in n'ot kréol, mi pans, i doi konprann sak mi di... Pou réponn la késtyon moin la poz an-o la, na plizyèr manyèr oir lé shoz ; pou in pé sé konm in misyon pou zot : ofèr bann jénérasyon, sak va vni domin in kantité zoli tèks pou donn azot lo gou pou zot lang. Pou d'ot sé konm in l'anvi, in plézir d'partaz avèk lé zot par ékri é zot i souète lo moun i trouv lo plézir dann la léktir, konm zot la trouv lo plézir dann l'ékritir malgré la doulèr. Pé sfèr osi ou i san aou bien arienk dann in lang kréol épi sé arienk la – dan ké ou i san out kpasité pou anbèk dann la kréasyon. Dé foi, konm di lo kont, sa i ariv dann fil de lo, konmsi konm si k"l"inspirasyon i pous out plime an avan... Na d'ot rézon biensir, mé ni sava pa drèss lo katalog.

### In n'ot késtyon ankor

Ké l'aprè zigil amoin. Mi domann amoin si ékri an kréol lé forséman in manyèr pou rant dann ron la litèratiré la kiltir popilèr. Mon répons : lé vré konm pa. Pou kosa ? Pars, si la litèratiré popilèr sé in litèratiré zoli épi fasil, a tou lé kou, ou lé dann in léspresyon popilèr... mé antansyon ou i pé z'ète arienk dann in rozis artisyèl bon pou rouv shomin pou l'alyénasyon pars ou i kas pa avèk bann zidé dominant, bann zidé banal, sak i fé pa réflèshi mé i anbar shomin la réflèksion... Solman si out léktritir lé dir, lé difisil pou konprann, mèm si dsi lo plan éstetik i pé ral lo léktèr kan li fé l'éfor pou rant anndan é si li ariv a fé in bout shomin pou li dékou al par li mèm, sansa son moun, sansa ankor son pèp ou sinonsa son nasyon ou lé pa dann in litèratiré popilèr mé ou lé myé ksa. invité pou in voiyaz ou na poin l'okazyon fé tou lé zour.

*Justin*

NB in mo pou la rout : « lo sobatkoz », kosa i lé sa ? Sa in mo in pé la fé na poin lontan. Sobat ? Sé in batay. kozé, diskité, rant dan la lite lo mo, sèy fé gingn son ponn vizé par la paroli. Donk sobatkoz : i pé dir sé konm "déba". Sa in mo na l'avnir sa ? Li nora l'avnir bann rényoné va donn ali. Pétète in zour li mor, pétète li mor pa. li sonn bien touléka, mèm si nana la vyolans dann mo-lana... Zot i koné d'ot mo demoun la fé na poin lontan ? Moin lé sir ké oui. Bin alor, fé travay zot tête pou trouvé, fé bouy in pé so matyèr griz la. Sa i ansèrv dé foi !